PELIZZARI Elisa & SYLLA Omar (dir.). — *Enfance et sacrifice au Sénégal, Mali, Gabon. Écoles coraniques, pratiques d'initiation, abus et crimes rituels*

Alison Morano

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/31951>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.31951

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 17 septembre 2020

Pagination : 725-728

ISBN : 978-2-7132-2829-2

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alison Morano, « PELIZZARI Elisa & SYLLA Omar (dir.). — *Enfance et sacrifice au Sénégal, Mali, Gabon. Écoles coraniques, pratiques d'initiation, abus et crimes rituels* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 239 | 2020, mis en ligne le 17 septembre 2020, consulté le 09 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/31951> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.31951>

Ce document a été généré automatiquement le 9 janvier 2023.

Tous droits réservés

PELIZZARI Elisa & SYLLA Omar (dir.). — *Enfance et sacrifice au Sénégal, Mali, Gabon. Écoles coraniques, pratiques d'initiation, abus et crimes rituels*

Alison Morano

RÉFÉRENCE

PELIZZARI Elisa & SYLLA Omar (dir.). — *Enfance et sacrifice au Sénégal, Mali, Gabon. Écoles coraniques, pratiques d'initiation, abus et crimes rituels*. Turin, L'Harmattan-Italia, 2014, 198 p.

- 1 Comme annoncé dans l'introduction d'Elisa Pelizzari, les différentes contributions à cet ouvrage focalisent sur le statut de l'enfant en Afrique — autour de trois pays — comme « catalyseur de la crise qui frappe son milieu socioculturel d'insertion » (Pelizzari, p. 7). C'est, en effet, à travers le prisme de la condition des mineurs dans un environnement bouleversé par les dynamiques de la modernité, les violences de l'économie libérale et la remise en question des schémas traditionnels, notamment éducatifs, que les auteurs portent un éclairage commun sur les « talibés mendiants » (élèves des écoles coraniques). Ces jeunes garçons, âgés de 5 à 15 ans, sont envoyés par leurs parents dans des écoles coraniques urbaines (appelées *daara* ou *kuttab*), où ils sont soumis à l'autorité « absolue » des marabouts qui les contraignent ensuite à mendier durant l'essentiel de la journée (Pelizzari, p. 9). Une mendicité banalisée, insérée dans des mutations sociales qui lui ouvrent une faille où prospérer, de la prescription religieuse à l'exploitation, que dénoncent ici les auteurs.
- 2 Historiquement, en Afrique de l'Ouest, les marabouts jouissent d'une grande considération, et la formation coranique n'est réputée sérieuse et efficiente que lorsqu'elle se fait dans la souffrance et la soumission au maître, loin de la famille. La

pratique du « confiage », intégrée par l'islam afin « d'étudier la religion », est considérée avec fierté par les parents, qui connaissent néanmoins la dureté de cet apprentissage pour l'avoir souvent subie eux-mêmes. Cette pratique a, en outre, pour effet de soulager le fardeau que représente désormais l'entretien d'un nombre trop élevé d'enfants dans un milieu urbain ou périurbain précarisé. Ici, la responsabilité parentale est mise en avant pour appréhender cette pratique dans sa dimension socioéducative traditionnelle à l'heure où nombre d'associations de défense des droits des enfants en dénoncent les abus. Le président de l'Association de lutte contre les crimes rituels (ALCR) à Libreville parle même de « honte nationale » face à ce qu'il analyse comme une perte de valeurs culturelles et éducatives (Ebang Ondo, p. 75). Car dans ces *daara/kuttab* citadines surpeuplées, assimilées à des bidonvilles, la violence règne pour les jeunes talibés. Forcés de dormir à même le sol, sous prétexte que « l'éducation des jeunes se forge par la souffrance » (Pelizzari, p. 21), ils ne sont pas nourris mais poussés à la mendicité et souvent violentés, tandis que la soumission au maître coranique est une règle absolue que les États africains peinent à remettre en question en dépit des législations adoptées en matière de protection de l'enfant. Pour les auteurs, l'enfant est ici « sacrifié » par ses parents, comme une sorte d'offrande à Dieu. Ainsi, le magistrat italien Marcello Monteleone explique que, selon la justification officielle des parents, « le fait “d'offrir un fils à Dieu”, c'est-à-dire, au maître coranique, équivaut à obtenir, pour eux-mêmes et pour leur rejeton, la *baraka* (bénédiction) » (Monteleone, p. 52).

- 3 Trois dimensions de violence sont perceptibles dans cet ouvrage. Tout d'abord, les violences subies au sein des *daara/kuttab* : la mendicité forcée, qui est associée au travail et à la traite des enfants ; les violences physiques et sexuelles, allant parfois jusqu'à la torture ; les violences psychoaffectives ou morales ; les déplacements d'enfants, assimilés à de la traite, rendus possibles par le confiage traditionnel qui confère au marabout le pouvoir de se déplacer à sa guise avec « ses » talibés.
- 4 En outre, ces formes d'exploitation s'accompagnent de sacrifices rituels. Les rapports de plusieurs organisations internationales (ONG, UNICEF) évoquent des disparitions, des pratiques d'immolation, d'anthropophagie et de sorcellerie dans lesquelles la fabrication de fétiches humains implique le prélèvement d'organes et de sang. Bien que les albinos soient des cibles privilégiées, les enfants en général sont les victimes désignées de ces actes de sorcellerie du fait de leur « pureté » et de leur vulnérabilité sociale.
- 5 Enfin, l'enrôlement forcé des talibés : certains d'entre eux sont destinés à devenir des enfants soldats afin de remplir les rangs des groupes armés. Les ONG dénoncent de véritables déportations d'enfants. Il s'agirait en fait d'un trafic de grande ampleur d'élèves coraniques, provenant de différents pays d'Afrique occidentale, recrutés par des structures telles qu'AQMI ou Ansar Dine.
- 6 À la lumière des analyses fournies dans cet ouvrage, les talibés apparaissent privés de leurs droits fondamentaux, maltraités, déportés, sans aucun moyen d'exprimer leur souffrance. Ceux qui fuient pour rentrer dans leur famille sont renvoyés auprès des marabouts puis battus. Comme en témoignent Y. Badji, I. de Guillebon et N. Ndour du Samu social Sénégal : « Dans la logique des adultes qui ont scellé un pacte autour de sa personne, ses plaintes seraient sans fondement puisque c'est la maîtrise du Coran qui l'exige » (Badji, de Guillebon, Ndour, p. 145). Épuisés, certains enfants se réfugient dans la rue, espace de liberté. Là, garçons et filles se mêlent. Ces dernières sont souvent

victimes d'un confiage domestique qui a mal tourné : engagées comme « petites bonnes » dans des familles aisées, elles subissent des maltraitances diverses avant de se résigner à fuguer. Une fois dans la rue, elles demeurent cependant peu visibles dans leur errance urbaine car elles sont rapidement récupérées par les milieux proxénètes.

- 7 Seules les organisations humanitaires qui œuvrent localement parviennent à produire des rapports réguliers sur l'ampleur et la gravité du phénomène qui touche des générations d'enfants au Sahel. Ces pratiques, que les auteurs qualifient de « dégradantes et inhumaines », cautionnées par les familles et les États au nom de la religion, conduisent les ONG à parler d'une nouvelle forme d'esclavage et de traite d'êtres humains (Pelizzari, p. 32 ; Badji, de Guillebon & Ndour, p. 145). Pourtant, force est de constater à la lecture de cet ouvrage documenté et engagé que l'inaction étatique et l'impunité règnent dans ces pays d'Afrique de l'Ouest. Bien que dotés de cadres juridiques significatifs et signataires des conventions relatives aux droits de l'enfant et aux droits humains, le Sénégal, le Mali et le Gabon pratiquent la loi du silence sous couvert de sauvegarde des traditions musulmanes. Dans ce contexte où les grands marabouts s'imposent comme principaux *leaders* religieux, fédérateurs et influenceurs politiques, l'application de la loi est entravée par les intérêts personnels des politiciens soupçonnés de commanditer ces « crimes rituels », exécutés par des féticheurs ou « bourreaux » précaires (González Díez, p. 99). Les organes ainsi « prélevés » entrent dans la fabrication d'amulettes, de potions ou de fétiches, qui serviront ensuite à fortifier les pouvoirs de l'élite politique, particulièrement en périodes électorales.
- 8 Les analyses livrées ici décrivent une logique de marché, avec une offre et une demande, un « client » et un « ouvrier », propre au système capitaliste (González Díez, p. 103). Ainsi, malgré la mobilisation d'ONG et d'associations, l'inertie règne, laissant enfants et familles face à un phénomène complexe de jeux de pouvoirs d'une ampleur transnationale et révélant la complicité réelle ou passive des États dans les violences faites aux enfants. *In fine*, les enfants victimes de ces violences portent les stigmates d'un processus de modernisation difficile à stabiliser et apparaissent comme les catalyseurs d'une crise sociale collective qui les dépasse mais dont ils sont les victimes sacrificielles. Les crimes rituels sont interprétés par les auteurs comme l'illustration des violences subies par les catégories sociales vulnérables, au premier rang desquelles, les enfants.
- 9 Cet ouvrage vient enrichir le champ des études sur l'enfance en Afrique. Sa posture de dénonciation des violences faites aux enfants traduit la démarche intellectuelle et personnelle des auteurs qui sont des éducateurs, des anthropologues, des juristes et des acteurs associatifs. Si la figure de « l'enfant vulnérable » domine ici, elle prend place dans une fine contextualisation historique et sociologique (notamment autour de l'environnement familial et religieux) et de riches données empiriques sur la condition des enfants, révélant les processus d'exclusion sociale dont ils sont l'objet.

AUTEURS

ALISON MORANO

Institut des mondes africains (IMAF), Aix-Marseille Université.